

39

DATES

23 → 26
NOV 2020

NOMBRE D'HEURES

24H

LIEU

ENM

3, TER QUAI AUX FLEURS
75004 PARIS

ÉCOLE(S)
ORGANISATRICE(S)

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE
(ENM)

CHEFFE DE PROJET

Carole RAMET

Magistrate
carole.ramet@justice.fr

CONTACT
ADMINISTRATIF

Tiana RALAISSON

Assistante de formation
norotiana.ralaison@justice.fr

DATE LIMITE
D'INSCRIPTION

23 octobre 2020

CONDITIONS D'ACCUEIL

Ni hébergement ni
restauration

La traite des êtres humains connaît aujourd'hui une ampleur inquiétante, avec des estimations du nombre de victimes dans le monde variant de 700 à 900 000 personnes. Acheminées dans l'Union européenne par le biais de filières d'immigration clandestines, sous l'impulsion des déséquilibres géopolitiques contemporains, ces victimes, essentiellement femmes et enfants, alimentent les réseaux de travail illégal, de prostitution, de mendicité, de cambriolages et de trafic d'organes. En réaction à cette criminalité qui porte atteinte à la dignité humaine, l'Union européenne a affirmé la priorité de cette lutte et la France, outre la rédaction de l'article 225-4-1 du code pénal, s'est engagée dans un plan interministériel contre la traite des êtres humains.

OBJECTIFS

- Connaître les différentes manifestations de la traite des êtres humains observables sur le territoire national ;
- Identifier le cadre institutionnel et judiciaire de la lutte contre ce phénomène ;
- Acquérir des pistes de travail pour identifier et prendre en charge les victimes ;
- Savoir mener une procédure judiciaire : de l'enquête à l'audience, en passant par la nécessaire entraide pénale internationale en la matière.

CONTENU

- Approche globale de ce phénomène. Présentation des dispositifs législatifs et opérationnels au plan national et international, des réponses pénales et de l'identification et de la prise en charge des victimes et du travail avec des associations spécialisées.

MÉTHODES PÉDAGOGIQUES

- Exposés, tables rondes, conférences-débats

PUBLIC VISÉ

5 places RESP. Cadres des trois fonctions publiques et de la sécurité sociale